Gabriel Gagnon
sociologue, département de sociologie, Université de Montréal
(1992)

“Nouvelles formes de solidarité : le monde du travail”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon,

“Nouvelles formes de solidarité: le monde du travail”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Daniel Mercure, La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations, pp. 207-216. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1992, 314 pp.

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par l'auteur, dimanche 28 mars 2004, de diffuser cet article, ainsi que plusieurs autres.]

lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 12 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gabriel Gagnon,

*“Nouvelles formes de solidarité:
le monde du travail”.*

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Daniel Mercure, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*, pp. 207-216. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1992, 314 pp.

Gabriel Gagnon,

“Nouvelles formes de solidarité: le monde du travail”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Daniel Mercure, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*, pp. 207-216. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1992, 314 pp.

Tenter d'explorer les divers visages de la solidarité n'est pas une tâche nouvelle pour les sociologues qui, dans cette entreprise, prennent la suite d'un Proudhon, d'un Durkheim, d'un Gurvitch ou d'un Jean Duvignaud. Aucune société moderne, en effet, ne peut se développer sans formes de solidarité pour servir de lien entre l'individu, la famille et l'État. Pourtant, alors que les sociétés communistes de l'Est et la social-démocratie nordique prétendaient nous offrir un modèle achevé de société solidaire à proposer aux foules solitaires de l'Ouest et aux masses affamées du Sud, leur évolution récente nous amène à tout remettre en question.

Au lieu d'évoluer vers un socialisme à visage humain tel qu'esquissé par des gens comme Vaclav Havel ou Andreï Sakharov, la majorité des pays de l'Est semblent avoir opté soit pour une adhésion frénétique à l'économie de marché, faisant fi de tous les aspects collectifs de l'économie, soit pour un nationalisme mâtiné de totalitarisme et de xénophobie. Au même moment, la social-démocratie découvre la fragilité des bases démocratiques qu'elle avait pensé établir entre son État-providence et des citoyens considérés avant tout comme des usagers passifs de services de plus en plus sophistiqués. La crise s'accélère encore sous les coups des hauts taux de chômage produits par l'évolution technologique et de l'endettement accru de l'ensemble des administrations publiques. Du côté du Sud, une économie informelle bien vivante et de plus en plus répandue ne parvient à enrayer ni les méfaits d'un système mondial toujours fondé sur l'échange inégal ni la montée des tribalismes et des fondamentalismes religieux.

Nous faudrait-il donc admettre, pour employer les catégories popularisées par Karl Polanyi, que le monde n'est plus qu'un immense marché soumis aux forces de la compétition alors que s'estomperaient toute forme de redistribution étatique et tout réseau de réciprocité ? Les sociologues devraient alors se remettre à lire Adam Smith et se recycler exclusivement dans l'individualisme méthodologique ou le bavardage post-moderne.

Face à cette éventualité peu réjouissante pour beaucoup d'entre nous, deux sociologues, l'un Québécois, Jacques T. Godbout, l'autre Français, Alain Caillé, nous proposent, dans un article de la Revue du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), qui sera suivi d'un livre aux éditions La Découverte, de revenir justement à l'œuvre du trop méconnu Marcel Mauss pour retrouver « sous le marché et l'État, le système invisible du don ». Ils voudraient reconstituer un nouveau paradigme autour des phénomènes de réciprocité, autour du don qui, selon eux, « même dans les sociétés modernes, apparemment individualistes et matérialistes, [...] forme système et constitue la trame des relations sociales interpersonnelles » (Godbout et Caillé, 1991 : 26). Contrairement à Mauss qui ne voyait le don dans les sociétés modernes que comme une survivance de périodes révolues, ils prétendent en montrer l'omniprésence et le caractère structural, camouflés jusqu'à présent par l'emprise des grands récits et des mouvements sociaux. Comme Mauss cependant, ils semblent croire qu'on pourrait revivifier la réciprocité « pour en faire le socle sur lequel pourrait être édifiée une société solidaire, à égale distance de l'égoïsme d'un libéralisme socialisant et des violences d'un socialisme bureaucratique » (1991 : 21).

Au moment où nos certitudes s'écroulent alors que nos sociétés ne répondent plus aux commandes de leurs dirigeants ni aux discours de leurs intellectuels, je pense qu'il est pertinent de suivre les pistes indiquées par Godbout et Caillé. C'est ce que je tenterai de faire brièvement en m'intéressant d'abord au monde du travail qui tend à reprendre la place centrale que lui contestaient il n'y a pas si longtemps les sociologues critiques et les promoteurs de pratiques dites « alternatives » et émancipatoires.

Au début de la dernière décennie, un texte important du sociologue allemand Claus Offe, publié dans *Les Temps modernes* (avril 1985), remettait en cause l'importance du travail comme catégorie de la sociologie. Selon lui, le travail avait cessé d'occuper « une position centrale dans la détermination des structures et des développements sociaux », tout comme dans la conscience de ceux et celles qui continuaient à y consacrer une bonne partie de leur vie. Les travaux empiriques de Touraine (1984) et de Rosanvallon (1988) sont venus confirmer les intuitions de Offe en montrant que le mouvement ouvrier n'occupait plus dans la société post-industrielle ou moderne avancée la place qui était la sienne dans la société industrielle qui l'avait précédée. Quelques-uns des meilleurs analystes des nouveaux mouvements sociaux et des pratiques émancipatoires comme André Gorz (1988) et Alberto Melucci (1983) en sont même venus à les chercher presque exclusivement en dehors de

l'univers trop contraignant de l'emploi rémunéré, dans l'espace laissé au temps libre et aux autres activités d'autoproduction.

Dans un ouvrage sur le travail publié dans la collection « Que sais-je ? », l'ethno-sociologue Pierre Bouvier montre bien comment la génération d'après-guerre, déçue de la croissance, allergique au travail, préférant les pratiques alternatives où les valeurs d'usage et le troc l'emportent sur les normes du travail salarié, a été remplacée, depuis 1986 environ, par des individus pour qui le travail a repris son emprise économique et idéologique et pour qui la stabilité de l'emploi devenait une préoccupation première (1991 : 68, 73). Le travail n'apparaît donc plus, aux jeunes générations des pays industrialisés, comme une réalité hétéronome en régression à laquelle on devrait sacrifier une partie de moins en moins importante de son temps tout en développant, ailleurs et autrement, dans les sphères de la culture et du cadre de vie, des pratiques autonomes et émancipatoires.

Les études empiriques que j'ai effectuées au Québec au cours des années 80 en collaboration avec Marcel Rioux (Gagnon et Rioux, 1988) montrent également comment les anciens mouvements communautaires « alternatifs » ont réintégré l'univers du travail en se concentrant sur l'emploi, la formation professionnelle et l'établissement de coopératives de travail ou de sociétés locales de développement économique communautaire. On ne quitte plus aisément le travail rémunéré, on ne tente plus de travailler autrement, on recherche désespérément le revenu minimum conféré par l'emploi, si précaire ou aliénant soit-il.

Parallèlement à cette évolution, le grand intérêt du patronat, parfois suivi par une partie du mouvement syndical, en ce qui concerne les nouvelles formes de gestion participative imposées par l'évolution technologique et la nouvelle idéologie fondée sur la culture d'entreprise, semble vouloir susciter des motivations accrues et un nouvel univers symbolique autour d'un travail que l'on voulait auparavant parcellaire et dominé. En même temps, l'insistance grandissante dans les pays industrialisés sur la formation professionnelle à l'école et en entreprise, l'intérêt pour les mesures d'employabilité face aux exclus du monde de l'économie et de l'éducation contribuent à refaire du travail un facteur d'intégration et de valorisation sociale autour duquel se greffent les nouveaux mythes de l'excellence et de la compétition.

Ces transformations profondes, effectuées dans une période d'expansion de l'informatique et de la robotique, conduisent-elles à plus d'individualisme, à plus de solitude et d'aliénation ou peuvent-elles susciter de nouvelles solidarités porteuses d'émancipation ? Les travaux récents de deux sociologues du travail, Gilbert de Terssac (1991a, 1991b) et Pierre-Éric Tixier (1986, 1988), apportent un nouvel éclairage sur ces réalités.

De Terssac montre que même dans les industries les plus modernes, de type « production continue » (chimie, cimenteries, secteur nucléaire), les règles non écrites et les pratiques informelles demeurent au centre des rapports

de production prétendument automatisés. « Dans ces conditions, écrit-il, l'autonomie et l'initiative apparaissent comme des conditions de l'efficacité des ensembles techniques et l'effort de contrôle qui caractérise toute organisation semble passer de plus en plus par la prise en compte de cette autonomie » (1991b: 134). Il s'agit ici de l'autonomie collective des équipes de travail qui reconstituent, sur les lieux de travail, des solidarités que la taylorisation du procès de travail semblait renvoyer à l'extérieur du processus de travail lui-même, du côté du syndicalisme et de l'action politique.

Pour Tixier, les nouvelles formes de management participatif analysées pourraient bien engendrer de nouvelles figures de la domination et de la violence institutionnelle, basées davantage sur des pressions d'ordre physique que sur la coercition des chronomètres: une évolution apparemment démocratique camouflerait donc un contrôle à la fois plus serré et plus insidieux.

Quant à la formation professionnelle, le récent ouvrage de Claude Dubar (1991) démontre bien que, loin d'être toujours un facteur de mobilisation ou d'autonomie, la formation en entreprise conduit souvent à l'exclusion définitive des travailleurs visés ou au renforcement de leur intégration dépendante à l'entreprise.

Ainsi, loin de miner définitivement les solidarités ouvrières,

l'entreprise du troisième type pourrait devenir le centre d'un nouvel enjeu sociétal où le mouvement ouvrier, à partir de la transformation même du procès de travail, pourrait concentrer ses efforts sur le pouvoir dans l'entreprise et le contrôle des programmes de formation.

N'oublions pas cependant, comme le souligne Danièle Linhart, que le taylorisme semble avoir été beaucoup trop rapidement enterré sous l'intérêt unilatéral des sociologues et des observateurs pour les innovations technologiques et managériales. Une majorité d'entreprises petites et moyennes ne sont pas encore entrées dans un véritable processus de transformation. Parmi celles qui ont opté pour l'informatisation, plusieurs, en accroissant la distance entre conception et exécution, renforcent la logique taylorienne au lieu de l'éliminer. Dans la plupart des cas, écrit Linhart, « ce qui change réellement dans le cadre de la modernisation se situe principalement dans l'espace du fonctionnement interne de l'entreprise. L'organisation du travail, et notamment de celui des exécutants, reste relativement inerte, c'est-à-dire qu'elle continue d'être régie par les principes tayloriens de séparation entre conception et exécution » (1991 : 170).

Il est donc évident que les nouveaux modes de gestion participative et les nouvelles formes de travail demeurent uniquement réservés à une mince couche de travailleurs, la majorité continuant à être soumise soit aux processus tayloriens, soit aux diverses formes de travail précaire, soit au chômage sporadique ou permanent.

Les travailleurs doivent donc aussi continuer à avoir recours aux cultures traditionnelles de solidarité mises en évidence dans un autre contexte par le sociologue américain Rick Fantasia (1984). Ses exemples de grèves spontanées, de campagne de syndicalisation d'infirmières dans une petite ville et de mobilisation de grévistes contre un appareil syndical défaillant demeurent des réalités quotidiennes dans beaucoup d'États américains où le syndicalisme est en débandade depuis les années Reagan.

Les formes de solidarité ouvrière que je viens de décrire risqueraient de déboucher sur le corporatisme si le mouvement syndical continuait, comme en France, de perdre en nombre (9% d'adhérents) ce qu'il gagne en fait d'institutionnalisation paritaire dans les organismes étatiques et para-étatiques. Pierre Rosanvallon, dans son ouvrage *La question syndicale* (1988), en arrive même à proposer l'hypothèse d'un « syndicalisme sans adhérents ». Au Québec, où le taux de syndicalisation demeure à 40% à cause de la représentation syndicale unique et obligatoire reconnue aux unités de travail distinctes ayant choisi majoritairement de se syndiquer, les diverses formes de concertation entre patrons, syndicats et État suscitées par les pertes d'emploi accompagnant les récessions des années 80 ont enlevé au syndicalisme une partie de son pouvoir de contestation en le privant en même temps de sa fonction de représentation de l'ensemble des classes dominées. La société à trois vitesses décrite par André Gorz caractérisée par « 25% de travailleurs permanents, qualifiés et protégés par des conventions collectives dans les grandes entreprises, 25% de travailleurs périphériques qui, dans les entreprises de sous-traitance et de services, occupent des emplois précaires, peu qualifiés et mal payés [et] 50% de travailleurs marginaux, chômeurs ou demi-chômeurs faisant des travaux occasionnels ou saisonniers, de “petits boulots” » (1988: 222), risque d'être bientôt la réalité insurmontable de la plupart des pays industriels avancés.

De nouvelles formes de solidarité peuvent-elles s'établir entre le mouvement syndical et ces travailleurs périphériques ou marginaux qu'il ne parvient plus à rejoindre et à intégrer?

Au Québec, c'est au niveau local, celui des petites villes et des quartiers, que s'établissent de nouvelles relations de ce type. Des sociétés de développement économique communautaire sont présentes dans plusieurs quartiers populaires montréalais et dans quelques villes du Québec : administrations locales, syndicats, petites et moyennes entreprises et groupes communautaires unissent leurs efforts pour améliorer l'employabilité des exclus du monde du travail. Pour le moment, les résultats sont minces et ne suffisent pas à compenser les effets néfastes des fermetures d'usines ni ceux de l'abandon scolaire avant la fin du secondaire.

C'est encore au niveau local que les membres des mouvements ouvriers et communautaires rencontrent les militants écologistes qui, tout comme le suggère le biologiste René Dubos, ont choisi d'agir localement tout en pensant globalement. Cette évolution apparemment convergente de mouvements sociaux différents ne se fera cependant pas nécessairement dans l'harmonie.

Les exclus de la société duale voudraient bien atteindre le niveau de consommation de ceux et celles qu'elle favorise, bien qu'ils soient loin de toujours adhérer aux prévisions pessimistes d'environnementalistes et d'écologistes qui leur semblent plus préoccupés d'ozone, de furannes et de baleines que de développement économique et de création d'emplois. Cela est particulièrement vrai dans les pays du Sud où le souci de l'environnement apparaît souvent comme une nouvelle tentative de domination de la part d'un Nord déjà favorisé.

Si une nouvelle utopie concrète ou réaliste, au sens où la définit Anthony Giddens (1990) à la suite des travaux d'Ernst Bloch, devait dessiner les contours d'un nouveau mouvement social susceptible d'unir écologistes et mouvement ouvrier, c'est sans doute autour de l'idée de partage du travail qu'elle se développerait aujourd'hui.

Il est devenu impossible, face à l'évolution actuelle des sociétés industrielles de l'Ouest et de l'Est, sans parler de la pression démographique venue des masses du Sud, de croire encore à des politiques de plein emploi assurant à chacun et à chacune, au fils des ans, 40 heures par semaine de travail stable et bien rémunéré. Inspirés des visions prophétiques de Ivan Illich, Alain Lipietz et André Gorz ont tenté récemment, sans que leurs propositions reçoivent beaucoup d'échos auprès des partis politiques traditionnels et des syndicats, de décrire concrètement ce que pourrait être une société basée sur la diminution du temps de travail et sur son partage plus équitable entre l'ensemble des citoyens.

André Gorz pose le problème de la façon suivante : « Ou bien les normes actuelles du travail à plein temps sont maintenues et aux 10 à 20% de chômeurs actuels s'en ajouteront 35% supplémentaires, ou bien la durée de travail à but économique est réduite en proportion des économies de travail prévisibles et nous travaillerons 30 à 40% d'heures en moins - voire moins si tout le monde doit trouver un travail rémunéré. » Grâce à cette évolution, « pour la première fois dans l'histoire moderne, le travail payé pourra donc cesser d'occuper le plus clair de notre temps et de notre vie » (1988 : 275).

Pour Lipietz, nos sociétés gaspilleuses, opulentes et inégales, pourraient assez facilement se permettre une telle diminution et un tel partage du temps de travail avant d'y être obligées rapidement par l'épuisement des ressources naturelles et l'accroissement de la population. Elles permettraient ainsi à la majorité des hommes et des femmes en âge de travailler d'accéder aux emplois qualifiés et aux nouvelles conditions de travail rendues possibles par l'évolution technologique actuelle.

Si, par exemple, la majorité des individus consacraient trois jours par semaine à un emploi permanent et correctement rémunéré, on verrait peut-être disparaître simultanément les heures supplémentaires, le chômage et la catégorie sociale de ceux et celles que nous nommons ici « assistés sociaux

aptes au travail». La libération partielle du temps de travail rémunéré nous laisserait ainsi un espace accru pour

ces activités que l'on entreprend sans but économique et qui enrichissent la vie de l'individu et du groupe : tâches culturelles et esthétiques tendant à éprouver et à donner de la joie, à embellir et à cultiver le cadre de vie ; activités d'assistance, de soins, d'entraide tissant un réseau de solidarité et de relations sociales dans le quartier et la commune ; développement des rapports d'amitié et des échanges affectifs ; activités éducatives et artistiques ; réparation et autoproduction d'objets et d'aliments « pour le plaisir » de faire soi-même et de préserver, de transmettre des choses auxquelles on peut s'attacher ; coopératives d'échanges de services, etc. (Gorz, 1988 : 281-282).

S'ils ne débouchent pas sur un nouveau projet politique de ce type, rendu nécessaire par l'évolution chaotique des sociétés industrielles avancées, les efforts d'un mouvement syndical affaibli, de réseaux communautaires dispersés et d'écologistes encore isolés risquent de n'être que des barrages temporaires contre les inégalités que le nouveau désordre mondial contribue à élargir parmi nous.

Aujourd'hui, encore plus qu'hier, ceux et celles qui tentent de propager ces idées nouvelles semblent de doux rêveurs mal armés pour affronter l'engouement presque universel pour l'économie de marché et la résurgence des fondamentalismes obtus et des nationalismes xénophobes.

Pourtant, il nous faudra sans doute choisir rapidement entre l'établissement de vagues concentriques de solidarité, allant des rescapés des Trente Glorieuses aux nouveaux chômeurs des sociétés industrielles d'Europe et d'Amérique jusqu'aux masses affamées d'Afrique et d'Asie, et l'avènement de ruptures sociales et culturelles encore plus profondes et plus étendues que celles qui découlèrent d'un octobre 1917 que nous tentons maintenant de refouler dans notre inconscient collectif.

Bibliographie

- BOUVIER, Pierre, 1991, *Le travail*, no 2614, Paris, P.U.F., « Que sais-je ? ».
- DE TERSSAC, Gilbert, 1991a, « Travail et régulations sociales », *Revue internationale d'action communautaire*, 25 (65, printemps): 127-136.
- DE TERSSAC, Gilbert, 1991b, *Autonomie dans le travail*, Paris, P.U.F.
- DUBAR, Claude, 1991, *La socialisation*, Paris, Armand Colin.
- FANTASIA, Rick, 1984, *Cultures of Solidarity*, Berkeley, University of California Press.
- GAGNON, Gabriel et Marcel Rioux, 1988, *À propos d'autogestion et d'émancipation. Deux essais*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- GIDDENS, Anthony, 1990, *The Consequences of Modernity*, Stanford, Stanford University Press.
- GODBOUT, Jacques T. et Alain CAILLÉ, 1991, « Le don existe-t-il (encore) ? », *Revue du Mauss*, premier trimestre : 11-32.
- GORZ, André, 1989, *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Paris, Galilée.
- LINHART, Danièle, 1991, « Une fumée sans feu », *Revue internationale d'action communautaire*, 25 (65, printemps) : 169-173.
- LIPIETZ, Alain, 1989, *Choisir l'audace*, Paris, La Découverte.
- MELUCCI, Alberto, 1983, « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue internationale d'action communautaire*, 10 (50, automne) : 13-30.
- OFFE, Claus, 1985, « Le travail comme catégorie de la sociologie », *Les Temps modernes*, avril : 2058-2094.
- ROSANVALLON, Pierre, 1988, *La question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy.

TOURAINÉ, Alain, Michel WIEVIORKA et François DUBET, 1984, *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard.

TIXIER, Pierre-Éric, 1986, « Management participatif et syndicalisme », *Sociologie du travail*, 3 : 353-372.

TIXIER, Pierre-Éric, 1988, « Légitimité et modes de domination dans les organisations », *Sociologie du travail*, 4 : 615-629.

Fin du texte